

# Acte de Médiation

Objekttyp: **Chapter**

Zeitschrift: **Argovia : Jahresschrift der Historischen Gesellschaft des Kantons Aargau**

Band (Jahr): **53 (1941)**

PDF erstellt am: **16.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Acte de Médiation.

### CHAPITRE II.

#### Constitution du Canton d'Argovie.

##### TITRE PREMIER.

#### Division du Territoire, et État politique des Citoyens.

##### Article I<sup>er</sup>.

Le canton d'Argovie est divisé en dix districts; savoir, Zoffingen, Koulm, Arau, Brougg, Lentsbourg, Zurzach, Bremgarten, Mury, Baaden (à l'exception des villages de Dietikon, Schlieren, Oetwill et Hutikon qui font partie du canton de Zurich), Lauffenbourg et Rhinfelden; ces deux derniers districts composant la totalité du Fricktal.

Arau est le chef-lieu du canton.

Les dix districts sont divisés en quarante-huit cercles. Les citoyens se réunissent, quand il y a lieu, en assemblées de commune et en assemblées de cercle.

##### II.

Pour exercer les droits de citoyen dans une assemblée de commune ou de cercle, il faut, 1<sup>o</sup> être domicilié depuis un an dans le cercle ou dans la commune; 2<sup>o</sup> être âgé de vingt ans et marié ou l'avoir été, ou avoir trente ans si l'on n'a pas été marié; 3<sup>o</sup> être propriétaire ou usufruitier d'un immeuble de la valeur de 200 francs de Suisse, ou d'une créance de 300 francs hypothéquée sur un immeuble; 4<sup>o</sup> si l'on n'était pas ci-devant bourgeois de l'une des communes du canton, payer à la caisse des pauvres de son domicile une somme annuelle, qui sera réglée par la loi, selon la valeur des propriétés de la commune et dont le minimum sera de 6 francs et le maximum de 180 francs: néanmoins, pour la première élection, il suffira de payer trois pour cent du prix du dernier contrat d'acquisition de la bourgeoisie.

Sont exceptés de cette quatrième condition les ministres du culte et les chefs de famille nés en Suisse, pères de quatre enfans âgés de plus de seize ans, inscrits dans les milices et ayant un métier ou un établissement.

##### III.

Moyennant la somme payée annuellement à la caisse des pauvres, ou le capital de cette somme, on devient copropriétaire des biens appartenant à la bourgeoisie, et on a droit aux secours assurés aux bourgeois de la commune.

Les étrangers ou les citoyens suisses d'un autre canton qui, après avoir rempli le temps de domicile et les diverses conditions fixées par la loi, veulent devenir citoyens du canton d'Argovie, peuvent être assujettis à payer le capital aux denier-vingt de la somme annuelle à laquelle a été évaluée la copropriété des biens de la bourgeoisie de leur domicile; ce qui est fixé par un acte particulier de la commune.

## T I T R E I I.

## Pouvoirs publics.

## I V.

Il y a dans chaque commune une municipalité composée d'un syndic, de deux adjoints et d'un conseil municipal, de huit membres au moins, et de seize au plus. Les officiers municipaux demeurent en place six années; ils sont renouvelés par tiers, et rééligibles.

La loi détermine les attributions de chaque municipalité, concernant 1<sup>o</sup> la police locale; 2<sup>o</sup> la répartition et la perception de l'impôt; 3<sup>o</sup> l'administration particulière des biens de la commune et de la caisse des pauvres, et les détails d'administration générale dont elle peut être chargée.

Elle détermine, de plus, les fonctions particulières aux syndics, aux adjoints et aux conseils municipaux.

## V.

Il y a dans chaque cercle un juge de paix: il surveille et dirige les administrations des communes de son arrondissement.

Il préside les assemblées du cercle, et il en a la police.

Il est conciliateur des différens entre les citoyens, officier de police judiciaire chargé de l'enquête préliminaire en cas de délit; et il juge, avec des assesseurs, les affaires civiles de peu de valeur. La loi détermine chacune de ses attributions.

## V I.

Un grand conseil, composé de cent cinquante députés, nommés pour cinq ans, ou à vie dans les cas déterminés par l'article XIV, exerce le pouvoir souverain: il s'assemble le premier lundi de mai dans la ville d'Arau; et sa session ordinaire est d'un mois, à moins que le petit conseil n'en prolonge la durée.

Le grand conseil, 1<sup>o</sup> accepte ou rejette les projets de loi qui lui sont présentés par le petit conseil;

2<sup>o</sup> Il se fait rendre compte de l'exécution des lois, ordonnances et réglemens;

3<sup>o</sup> Il reçoit et arrête les comptes de finances que lui présente le petit conseil;

4<sup>o</sup> Il fixe les indemnités des fonctionnaires publics;

5<sup>o</sup> Il approuve l'aliénation des domaines du canton;

6<sup>o</sup> Il délibère les demandes de diètes extraordinaires, nomme les députés aux diètes et leur donne des instructions.

7<sup>o</sup> Il vote au nom du canton.

## V I I.

Un petit conseil, composé de neuf membres du grand conseil, lesquels continuent à en faire partie, et sont toujours rééligibles, a l'initiative des projets de loi et d'impôt;

Il est chargé de l'exécution des lois et ordonnances: à cet effet, il prend les arrêtés nécessaires; il dirige et surveille les autorités inférieures et nomme ses agens;

Il rend compte au grand conseil de toutes les parties de l'administration, et il se retire lorsqu'on délibère sur sa gestion et sur ses comptes;

Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public;

Il peut prolonger la durée des sessions ordinaires du grand conseil, et en convoquer d'extraordinaires.

#### VIII.

En matière civile et criminelle, il y a des tribunaux de première instance, dont les membres sont indemnisés par les plaideurs. La loi détermine le nombre de ces tribunaux, leur organisation et leur compétence.

#### IX.

Un tribunal d'appel, composé de treize membres, prononce en dernier ressort.

Il ne peut juger en matière criminelle qu'au nombre de neuf; et, s'il s'agit d'un délit emportant une peine capitale, qu'au nombre de treize: il appelle des hommes de loi au besoin.

La loi détermine la forme de procéder, et la durée des fonctions des juges.

#### X.

Un tribunal, composé d'un membre du petit conseil et de quatre membres du tribunal d'appel, prononce sur le contentieux de l'administration.

### TITRE III.

#### Mode d'Élection, et Conditions d'Éligibilité.

##### XI.

Les officiers municipaux sont nommés par l'assemblée de la commune, entre les citoyens âgés de trente ans, et propriétaires ou usufruitiers d'un immeuble de la valeur de 500 francs, ou d'une créance de la même somme hypothéquée sur un immeuble.

##### XII.

Les juges de paix sont nommés par le petit conseil, entre les citoyens ayant une propriété ou une créance de 1000 francs dans la même nature de biens.

##### XIII.

Les places au grand conseil sont données par l'élection immédiate, ou par l'élection et le sort, de la manière suivante:

Les citoyens qui habitent dans l'étendue d'un cercle, forment une assemblée qui ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une convocation ordonnée quinze

jours d'avance par le juge de paix, et publiée sept jours d'avance par chaque municipalité.

L'assemblée de chaque cercle fait trois nominations: 1<sup>o</sup> Elle nomme dans l'arrondissement de son district un député qui entre au grand conseil sans l'intervention du sort. L'âge de trente ans est la seule condition d'éligibilité pour cette première nomination. Le juge de paix président de l'assemblée ne peut être nommé dans son cercle.

2<sup>o</sup> Elle nomme trois candidats hors de son territoire, parmi les citoyens propriétaires ou usufruitiers d'un immeuble de plus de 20 000 francs ou d'une créance de la même valeur hypothéquée sur des immeubles; et pour cette seconde nomination il suffit d'être âgé de 25 ans.

3<sup>o</sup> Elle nomme deux candidats hors de son territoire, parmi les citoyens âgés de plus de cinquante ans; et pour cette dernière nomination il suffit d'avoir une propriété, un usufruit ou une créance hypothécaire de 4000 francs en immeubles.

Les deux cent quarante candidats sont réduits par le sort à cent deux, qui réunis aux quarante-huit députés nommés immédiatement par les cercles, forment les cent cinquante membres du grand conseil.

#### XIV.

Les membres du grand conseil de la seconde et de la troisième nomination n'appartiennent à aucun cercle.

Ceux de la seconde nomination sont à vie, s'ils ont été dans la même année, présentés par quinze cercles.

Ceux de la troisième sont également à vie, si trente cercles les ont présentés dans la même année.

#### XV.

Les membres du grand conseil de la première nomination peuvent être indemnisés par leurs cercles; les fonctions des autres sont gratuites.

#### XVI.

Pour les places de deuxième et troisième nomination qui viennent à vaquer au grand conseil dans l'intervalle de cinq années, le sort désigne, entre les candidats qui sont restés sur la liste, laquelle se renouvelle tous les cinq ans.

#### XVII.

Si, à l'époque du renouvellement périodique, il se trouve au grand conseil plus de cinquante membres à vie, le surplus est ajouté au nombre de cent cinquante; de manière qu'à chacune des élections générales il entre au grand conseil, au moins, cinquante-deux citoyens de la classe des propriétaires fonciers de vingt mille francs, ou de l'âge de plus de cinquante ans.

#### XVIII.

Le président du grand conseil est choisi, à chaque session, parmi les membres du petit conseil: il ne vote point lorsqu'il s'agit des comptes et de la gestion de ce conseil.

Il n'assiste pas aux délibérations du petit conseil durant sa présidence.

## XIX.

Les membres du petit conseil sont nommés par le grand conseil pour six ans; ils sont renouvelés par tiers: le premier acte de nomination désignera ceux qui sortiront à la fin de la seconde et de la quatrième année.

Pour être éligible, il faut être propriétaire, usufruitier ou créancier hypothécaire de la valeur de neuf mille fr. en immeubles.

Le petit conseil élit son président tous les mois.

## XX.

Les membres des tribunaux de district sont nommés par le petit conseil sur une liste triple présentée par le tribunal d'appel. On ne peut les choisir que parmi les propriétaires, usufruitiers ou créanciers hypothécaires de la valeur de trois mille francs en immeubles.

## XXI.

Ceux du tribunal d'appel sont nommés par le grand conseil; et, outre la condition de propriété exigée pour le petit conseil, il faut qu'ils aient exercé, pendant cinq ans, des fonctions judiciaires, ou qu'ils aient été membres des autorités supérieures.

## TITRE IV.

## Dispositions générales, et Garanties.

## XXII.

Tout Suisse habitant du canton d'Argovie est soldat.

## XXIII.

Les assemblées de cercle ne peuvent, dans aucun cas, correspondre, soit entre elles, soit avec un individu ou une corporation hors du canton.

## XXIV.

La liberté pleine et entière du culte catholique et du culte protestant, est garantie.

Est pareillement garantie la faculté de racheter les dîmes et cens à leur juste valeur.

## Berichtigungen und Zusätze.

### Arg. Bd. 50.

- pag. 3, zu Anm. 10. Zu den Grenzberichtigungen mit Zürich (die territor. Ausscheidung erforderte die Regelung auch noch anderweitiger Gegenstände) vgl. Brunner, Der Kanton Zürich i. d. Mediationszeit 1803 bis 1813, pag. 16/17.
- pag. 10, §. 4/5 o. lies: Es statt dennoch. — §. 5/6 lies: verschiedene durchs Los Erwählte. — Zur Anm. 20: a. Major Hemmann v. Kenzberg fünfmal; füge hinzu: Karl May v. Rud. u. Dom. Baldinger, a. Schulth. v. Baden je dreimal.
- pag. 15, §. 3 v. unten lies: ... zu entnehmen hatte und aus deren Zahl er die Amtleute (= zugleich Präsidenten der Bezirksgerichte) ernannte, für die Aarauerpartei...
- pag. 16, §. 4 von oben lies: Bis zum Antritt... statt Austritt.
- pag. 28, Anm. 12, §. 3 lies: des Militär-,
- pag. 39, §. 19 v. o. ließ: „nahen Ende der irdischen Dinge.“
- pag. 49, Anm. 37, §. 2 lies 719/21 statt 1719/21.
- pag. 51, §. 7/8 füge hinzu: und natürlich auch des Bischofs von Basel, von dessen Seite aber kein diesbezüglicher Antrag sich in den Akten findet —
- pag. 63, Anm. 18, letzte §. lies: seiner (anstatt ihrer) Führer.
- pag. 64, Anm. 20, §. 4 u. 6 lies: Reg.Rat Weißenbachs (anstatt Reg.Rats Weißenbach).

### Arg. Bd. 51.

- pag. 12, §. 4 o. lies: Wer den Nachweis der erforderlichen Ansässigkeit im Kanton nicht leistet...
- pag. 22, §. 11 v. oben durch Alinea zu trennen: Gegen die zentralistischen...
- pag. 23, zu §. 17 ff. o. Schon vorher hatte der KRat, und zwar auf Grund eines entsprechenden Beschlusses des Großen Rates vom 10. Mai 1810 (PKR II 13), die Zahl der Kant. Landjäger um 10 erhöht. (Beschl. d. KR v. 4. März 1811; Verwendung: zu permanenten Grenzposten in Murgenthal, auf der Sinsler Brücke, in Spreitenbach, Kaiserstuhl, Wölflinswil, Aarau, zur Polizeiwache des Klosters Fahr, zu nächtlichen Patrouillen in der Hauptstadt usw.) — Die Reorganisation vom 2. Sept. 1813 ging vom KRat aus (Vermehrung des Landjägerkorps bewilligte im Grundsatz nur der GRat).  
§. 5 v. unten lies: ... war inzwischen dermaßen gewachsen, daß...
- pag. 26, §. 3 v. u. lies 1. (2. 21.) Juli statt 11. — Zum Alinea wären noch verschiedene Vereinbarungen anzuführen, die der Arg. in Ermangelung, bezw. zur Ergänzung zentraler Vorschriften mit seinen Nachbarantonen traf.



- pag. 35, §. 8/9 v. oben lies: eingegangenes Gutachten zugrunde lag sowie ein solches von Appellationsgerichtspräf. Ringier; ...
- pag. 37, Anmerk. 15, §. 1 lies: Die aarg. Dekrete über die Militärjustiz (vom Jahre 1805) ...  
 §. 2 lies: 1799 statt 1899.  
 §. 7 lies: sowie statt oder.
- pag. 57, §. 5/6 u. lies: ...nebst der Infanterie aus Artillerie, Kavallerie und Jägern oder Schützen bestehen, und zwar wenigstens aus zwei womöglich aus Freiwilligen zu bildenden Artillerie- und Jägerkompagnien; die Reiter ...
- pag. 59, §. 4 o. lies: Fünf Kompagnien Infanterie bilden ...  
 §. 7 u. 8 v. oben: Laut korrigiertem Text der Verordnung zur Militärorganisation (K.Bl. 3, Verbesserungen, am Schluß des Bandes) sollte das Elitekorps aus Artillerie (3 Komp. zu 80 Mann), aus Jägern (5 Komp. zu 100 Mann) u. Infanterie (Komp. zu 100 Mann) bestehen.
- pag. 71, §. 3/10 v. u. Dieses Regl. enthält ausgiebige Vorschriften über Patenterteilung, über die (auf Freiwilligkeit beruhende) Anwerbung, über Kontrolle u. Abtransport der Angeworbenen u. a. m. Das Werbepatent wird (laut korrig. Text) von der W.Komm. ausgestellt unter Ratifikation des Kriegsrats u. vom Präf. der W.K. dem genügend qualifizierten Bewerber nach Ablegung eines Handgelübdes u. gegen Entrichtung einer Gebühr von 4 Fr. ausgehändigt. Für Reisepaß zahlt der Rekrut 5 Batzen und jeder durch den Aargau ziehende Rekrutentransport für Paßvisa 2 Fr. Das unterm 23. Mai 1806 revidierte Regl. (KBl V 340/46) sieht u. a. von einer Ratifikation der Patente durch den Kriegsrat ab u. verzichtet auf die Patent- sowie die Disagegebühr. Das Werberegl. der Tagsatzung v. 8. Juli d. gl. J., das am Grundsatz der Freiwilligkeit festhielt u. von einer Übertragung des Werbegeschäfts auf den Bund (wozu sich die Kantone nicht einmal anno 1812, als die neue Kapitulation die Werbung zu einer schweiz. Staatsobliegenheit machte, entschließen konnten) absah, beschränkte sich auf etliche Richtlinien, denen der Aarg. im ganzen schon Genüge getan hatte. Da nunmehr alle die Werbung hemmenden Patent-, Paß- u. Disagebühren wegzulassen waren, verzichtete der Aarg. auch auf die 3 Batzen, die immer noch jeder Kantonsbürger (gem. Regl. v. 23. Mai) zu bezahlen hatte, „um in das Rekrutenverzeichnis eingeschrieben und in den Stand gesetzt zu werden, allfällige Pensionen oder Vortheile als Schweizer reklamieren zu können“. Sodann waren von jetzt an bei Abweisung von Werbemännern die Gründe nicht — wie bisher — einfach dem Chef des betr. Schweizerregiments, sondern dem Kriegsrat u. durch diesen dem KRat mitzuteilen (aarg. Vollz. Verordn. v. 1. Aug. 1806 § 3), da der Landammann nach eidgen. Vorschr. von solchen Vorfällen durch die „Kantonal-Behörde“ in Kenntnis zu setzen war. Im übrigen konnte der KRat die zum Vollzug des eidgen. Regl. als nötig erachteten Paragraphen einfach der bish. Verordn. v. 23. Mai entnehmen.



pag. 85/86, zu Anm. 7/8: In welchem Ausmaße Schuldverpflichtungen auf den säkularisierten Kloster Gütern lasteten, entzieht sich unserer Kenntnis. Aus den benutzten Akten ergibt sich, daß der Staat Aargau gemäß Konvention vom 3. Juli 1809 dem Kaufmännischen Direktorium in Zürich 6000 Gl. zahlte zur Beseitigung der Ansprüche, die dieses aus einem auf den Maltheſerorden vom 10. März 1797 lautenden — zwar vom Aargau wegen Formfehlers nicht ohne weiteres anerkannten — Schuldtitle von 25 000 Gl. herleitete, in welchem Schuldbriefe die beiden Ordenskommenden Zeuggern im Aargau und Tobel im Thurgau unterpfändlich verschrieben waren (der Kt. Thurgau zahlte ebenfalls 6000 Gl.). § 2 Kapit. U 1803/10. — Sodann zahlte der Kt. Aargau nach langwierigen Auseinandersetzungen im Jan. 1823 zugunsten solothurnischer Gläubiger des vorderösterreichischen Prälatenstandes und zugleich zur Aufhebung des in dieser Sache auf Olsbergische, im Kt. Solothurn gelegene Güter gelegten Sequesters die Summe von 11 600 fr. = aarg. Anteil an der gesamten schließlich festgesetzten Schuldforderung, verteilt auf die folgenden haftbaren Mitglieder des ehemaligen vorderöst. Prälatenstandes: Kommenden Zeuggen und Rheinfelden (fr. 3781.5.8 u. 275.4.4); Kollegiatstift Rheinfelden (998.5.2); Stift Olsberg (1545.5.5); Stift Sädingen (4998.9.1). Die Anteile der beiden Kommenden u. des Stifts Sädingen hatte der aarg. fiskus unmittelbar zu übernehmen, da deren diesbezügliche Besitzungen Staatseigentum geworden waren; zur Übernahme der Quoten des finanziell hart mitgenommenen Kollegiatstifts Rh. u. des Stifts Olsberg, sowie für Verhandlungskosten wies die aarg. Regierung die Verwaltung des zuletzt genannten, besser weggekommenen Stifts zur Bezahlung, bezw. zur Rückerstattung von 3000 fr. an die Staatskasse an. StA: Olsberg 8046; KW3 EB.

pag. 115, §. 22 v. oben lies: schlaglichtartig anstatt schlagartig.

pag. 120, Anm. 54 b lies: Salzvertrag statt Salzertrag.

pag. 121/22, vergl. zum Jagdgesetz u. zu den Jagdreglementen W. Merz i. d. Festschrift: 50jähr. Jubiläum d. Aarg. Jagdschutzvereins 1883—1933, pag. 21/23.

pag. 124, §. 2 v. o. lies: April statt August. §. 14 lies: (Oheim und Neffe) usw.

pag. 125, §. 3 v. o. Pro 1809 nur rund 175 000 fr. bezogen (nicht 200 000); vom GRat beschlossen am 5. Mai u. 7. Aug. je 52 300, am 30. Nov. 70 000. — §. 14 lies 18. statt 17.

pag. 128, §. 14 l. 300, bezw. 100 fr. §. 15 l. 200 (inkl. Bureauausl.), bezw. 80 fr.

#### Arg. Bd. 52.

pag. 64, zu §. 2/4 v. u.: ... Verwalter und Commis = Postdirektor, Post-Controllleur, erster Post-Commis (diese 3 im Zentralbureau) und Post-Offizianten. K. U. Reg.-Etat 1806, pag. 19, 98.

pag. 69, §. 18 v. o. lies: neuen (statt nuen).

pag. 101, §. 9/10 v. oben: Die Instruktion v. 18. Febr. 04, vom Sanitätsrat entworfen und publiziert (KBl II 236/38), erfolgte auf Grund der kleinrätl. Verordn. v. 31. Jan. 04 betr. „Einführung einer Todten-Beschau“ (= Verbot, Leichen vor Ablauf von 48 Stunden zu begraben — Ausnahmen möglich bei Todesfällen infolge ansteckender Krankheiten; Aufstellung von Totenbeschauern in allen Gemeinden des Kantons usw. KBl. II 208/12). — Pag. 105, §. 14 v. o. l. 1805 statt 1806.

### Arg. Bd. 53.

pag. 30, §. 9 v. unten: so = dons gratuits etwa von Seiten der Klöster genannt.

pag. 98, Anm. 15a, 2. Min. Dazu kam ein bes. Waldverteilungsvertrag, sowie die ergänzende „Übereinkunft zwischen Stift Olberg u. den Gemeinden Aargau- und Basel-Olberg. Hersperg u. Nufhof über Beholzungs-, Waid-, Acherumrechte, Haltung der Zuchtstiere u. Steuerverhältnisse (ratif. v. Basel u. Aarg. Apr. u. Mai 1814).

pag. 115, §. 18 ff. o. Der Stadtrat von Aarburg hatte nämlich die (in Übereinstimmung mit dem Gesetz des GRats vom 17. Mai 1804) angebehrte Einquartierung von 17 Artilleristen bei der Bürgerschaft verweigert (da genug Raum auf der Festung Aarburg vorhanden sei und die Festung der Stadt schon viel Leiden verursacht, aber wenig Nutzen gebracht habe, zumal die Aarburger Professionisten bei Arbeiten für die Festung selten berücksichtigt worden seien — Brief des Stadtrats von Aarburg an Kriegsrat v. 7. Sept. 1813), weshalb die aarg. Regierung den Stadtrat v. Aarburg durch den Amtmann von Zofingen zurechtweisen ließ und 14 Tage später (27. Sept. 1813) den besonders renitenten Stadtmann Dr. Schmidter sowohl als Oberhaupt Aarburgs wie auch als Sanitätsrat und Bezirksarzt absetzte. Die Gemeinde — einig mit dem Vorgehen des Stadtrats — wählte neuerdings und einhellig Schmidter zum Stadtpräsidenten. Nunmehr befahl der KRat der Gemeinde, an Stelle Schmidters ein „würdigeres Individuum“ zu wählen — unter Beisein des Amtmanns. Bei Widerseßlichkeit sollte sie als insurgierend betrachtet und weiterhin jeder einzelne widerspenstige Bürger als Kriminalverbrecher verhaftet und ins Gefängnis des Bezirkshauptorts abgeführt werden. Sodann ließ der KRat die Standeskompanie unter Oberstl. Schmiel in Aarburg einrücken (auf 5. Oktober 1813), und die Bürgerschaft hatte jetzt nicht nur das Detachement der Kanoniere, sondern auch die Standeskompanie einzuquartieren. Angesichts der energischen Haltung des KRats gab Aarburg nach. Von den Vorfällen wurde der Landammann der Schweiz von der aarg. Regierung gebührend in Kenntnis gesetzt. PKR XIV 311 ff. M 9, Sept. u. Okt. 1813. Vgl. Bronner, der Canton Aargau I 163/64.

pag. 140, (unten) u. 141 (oben). Rengger ist so gut wie sicher als der Urheber dieser — absichtlichen oder zufälligen? — Auslassung betr. Parität d. GRats zu bezeichnen — sein Entwurf sowie die Abänderungen der kleinrätl. Komm. fehlen jedoch in den Akten.

pag. 142, Z. 2 v. u. Druckfehler Mengger.

pag. 144, Z. 9/15 v. o. ist noch anzumerken, daß Reg.R. Weissenbach kurz zuvor — 25. Nov. 1814 — gestorben war.

---

Arg. Bd. 42.

pag. 66, Z. 25 v. oben lies: 2 641 046 Mann statt 1 307 223; 276 628 Pferde statt 207 472. Entsprechend sind die folgenden Zahlen (Zeilen 26 ff.) ungefähr zu verdoppeln, bezw. mit  $\frac{4}{3}$  zu multiplizieren. Siehe Urten-  
sammlung a. d. Zeit d. Helvet. Rep. 1798—1803, Bd. XI des Gesamt-  
werks, der kulturhist. Serie 1. Bd. pag. 703/4, No. 2482 a. — Die un-  
richtigen Angaben im Texte der Arg. 42 sind auf die Mangelhaftigkeit  
der benutzten Kopie aus dem May'schen Nachlaß zurückzuführen.